

MEMORIAL

DU

Grand-Duché de Luxembourg.



Memorial

DES

Großherzogthums Luxemburg.

Mardi, 30 septembre 1902.

N<sup>o</sup> 71.

Dienstag, 30. September 1902.

*Avis. — Administration des travaux publics.*

Par arrêté grand-ducal du 26 septembre et ont été nommés dans l'administration des travaux publics : conducteur de 1<sup>re</sup> classe, M. G. *Manternach*, conducteur de 2<sup>e</sup> classe à Luxembourg; conducteur de 2<sup>e</sup> classe, M. Vic. *Fonck*, conducteur de 3<sup>e</sup> classe à Luxembourg; et conducteur de 3<sup>e</sup> classe, M. N. *Schmitz*, conducteur auxiliaire à Luxembourg.

Luxembourg, le 30 septembre 1902.

Le Directeur général des travaux publics,  
Ch. RICHARD.

Arrêté grand-ducal du 15 septembre 1902, portant approbation et publication de l'arrangement conclu le 10 septembre 1902 entre le Grand-Duché et la France, pour régulariser le mouvement des alcools et spiritueux à la frontière des deux pays.

Nous ADOLPHE, par la grace de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc ;

Vu l'arrangement signé à Luxembourg, le 10 septembre 1902, entre le Grand-Duché de Luxembourg et la France, pour régulariser le mouvement des alcools et spiritueux à la frontière des deux pays ;

Sur le rapport de Notre Ministre d'État, président du Gouvernement, et de Notre Directeur général des finances, et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

*Bekanntmachung, — Bauverwaltung.*

Durch Großh. Beschluß vom 26. September sind in der Bauverwaltung ernannt worden : zum Conducateur 1. Classe, Hr. G. M. *Manternach*, Conducateur 2. Classe zu Luxemburg; zum Conducateur 2. Classe, Hr. V. *Fonck*, Conducateur 3. Klasse zu Luxemburg, und zum Hilfs-Conducateur 3. Klasse, Hr. N. *Schmitz*, Hilfs-Bauconducateur zu Luxemburg.

Luxemburg, den 30. September 1902.

Der General-Director der öffentlichen Arbeiten,  
R. Richard.

Großh. Beschluß vom 15. September 1902, wodurch die am 10. September 1902 zwischen dem Großherzogthum und Frankreich getroffene Vereinbarung zur Regelung des Verkehrs mit Branntwein und Spirituosen an der Grenze genehmigt und veröffentlicht wird.

Wir Adolph, von Gottes Gnaden, Großherzog von Luxemburg, Herzog von Nassau, etc., etc., etc ;

Nach Einsicht der am 10. September et. zu Luxemburg unterzeichneten Vereinbarung zwischen dem Großherzogthum und Frankreich zur Regelung des Verkehrs mit Branntwein und Spirituosen an der Grenze zwischen beiden Ländern ;

Auf den Bericht Unseres Staatsministers, Präsidenten der Regierung, und Unseres General-Directors der Finanzen, und nach Berathung der Regierung im Conseil ;

Haben beschlossen und beschließen :

**Art. 1<sup>er</sup>.** L'arrangement prémentionné est approuvé et sera publié au *Mémorial*, pour être exécuté et observé dans le Grand-Duché à partir du 1<sup>er</sup> octobre prochain.

**Art. 2<sup>o</sup>.** Notre Ministre d'État, président du Gouvernement, et Notre Directeur général des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Château de Hohenbourg, le 15 septembre 1902.

Pour le Grand-Duc :  
Son Lieutenant-Représentant,  
GUILLAUME,  
Grand-Duc Héréditaire.

Le Ministre d'Etat, Président  
du Gouvernement,  
EYSCHEN.

Le Directeur général  
des finances,  
M. MONGENAST.

**Art. 1.** Borerwähnte Vereinbarung ist genehmigt und soll durchs „Memorial“ veröffentlicht werden, um im Großherzogthum vom 1. October ab ausgeführt und befolgt zu werden.

**Art. 2.** Unser Staatsminister, Präsident der Regierung, und Unser General-Director der Finanzen sind, ein Jeder insofern es ihn betrifft, mit der Ausführung dieses Beschlusses beauftragt.

Schloß Hohenburg, den 15. September 1902.

Für den Großherzog :  
Dessen Statthalter,  
Wilhelm,  
Erbgroßherzog.

Der Staatsminister, Präsident  
der Regierung,  
E y s c h e n.

Der General-Director  
der Finanzen,  
M. M o n g e n a s t.

*Arrangement.*

En vue de régulariser le mouvement des alcools et spiritueux à la frontière entre le Luxembourg et la France, les soussignés, le Ministre d'État, Président du Gouvernement grand-ducal, et l'Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République Française, sont convenus, sous la réserve du consentement de leurs Gouvernements, de ce qui suit :

**Art. 1<sup>er</sup>.** — La décharge des droits pour les alcools et spiritueux exportés par les bureaux de douane qui sont ou seront ouverts, à cet effet, sur les frontières limitrophes du Luxembourg et de la France, est subordonnée à la condition que l'exportateur produise au bureau de sortie une attestation constatant que les marchandises ont été régulièrement déclarées à la douane du pays d'importation pour l'expédition douanière.

**Art. 2.** — La disposition de l'art. 1<sup>er</sup> ne s'applique pas aux parfumeries liquides, aux eaux pour la chevelure et aux eaux dentifrices ou de gargarisme, à base d'alcool, qui sont expédiées à l'étranger par la poste.

**Art. 3.** — Le Gouvernement de chacun des deux pays restera libre de résilier, à chaque instant, le présent arrangement.

Fait à Luxembourg, en double exemplaire, le 10 septembre 1902.

(L. S.) EYSCHEN.

(L. S.) DENAUT.

**AVIS.** — *Emprunt grand-ducal de 1894.*

Le tirage au sort des obligations de l'emprunt grand-ducal de 1894, remboursables les 1<sup>er</sup>

**Bekanntmachung.** — *Großh. Staatsanlehen von 1894.*

Die Verlosung der am 1. November 1902 resp. 1. Mai 1903 heimzuzahlenden Obligationen

novembre 1902 et 1<sup>er</sup> mai 1903, a donné le résultat suivant :

des Groß. Anlehens von 1894 das folgende Ergebnis geliefert :

I. — *Echéance du 1<sup>er</sup> novembre 1902.* — I. *Fälligkeit vom 1. November 1902*

- Lit. A. — Nos 252, 716, 1119, 1176, 1409, 1480, 1721, 1741.
- Lit. B. — Nos 1029, 1040, 1272, 1518, 1822, 2109, 2252, 2271, 2431, 2564, 3097, 3298, 3455, 3591, 3682.
- Lit. C. — Nos 61, 115, 179, 376, 549, 634, 724, 942, 1015, 1113, 1143, 1247, 1447, 1518, 1621, 2000, 2991, 3247, 3910, 3942, 4701, 5244, 5366, 5403.
- Lit. D. — Nos 92, 163, 361, 418, 439, 716, 774, 993, 2044, 2087, 2152, 2404, 2525, 2709, 2803, 3002, 3045, 3336, 3440, 4033, 4241, 4305, 4735, 4821, 5290, 5370, 6007, 6085, 6275, 6580, 6769, 7225, 7572, 7597, 7745, 7784, 8294, 8470, 8493, 8862, 9056, 9163, 9383.

II. — *Echéance du 1<sup>er</sup> mai 1903.* — II. *Fälligkeit vom 1. Mai 1903*

- Lit. A. — Nos 1280, 1335, 1379, 1390, 1406, 1469, 1720, 1770.
- Lit. B. — Nos 1077, 1129, 1363, 1689, 1722, 1807, 1916, 2116, 2337, 2559, 2950, 3009, 3020, 3149, 3869, 3928.
- Lit. C. — Nos 8, 339, 367, 465, 808, 1076, 1539, 1679, 1686, 1732, 1923, 2439, 2444, 2907, 3008, 3434, 3500, 3642, 3705, 3738, 3902, 3991, 3994, 4145, 4990.
- Lit. D. — Nos 533, 576, 639, 1081, 1390, 1742, 1923, 1951, 2101, 2643, 2891, 3003, 3243, 3436, 3454, 3910, 3940, 3977, 4239, 4549, 4677, 5003, 5063, 5068, 5097, 5224, 5302, 5793, 5869, 6355, 6434, 6671, 7051, 7082, 7123, 7183, 7228, 7563, 7568, 8141, 8377, 8554, 9229, 9280, 9439, 9841.

Le remboursement se fera sans frais entre les mains du porteur :

- à Luxembourg, par la Banque Internationale, en monnaie légale du pays ;
- à Francfort s/M, par MM. von Erlanger et fils, en mark à 80 ;
- à Bruxelles, par la Banque de Bruxelles, au cours du jour des Reichsmark.

Les intérêts cesseront de courir du jour où le remboursement sera échu.

Les obligations suivantes, sorties aux tirages antérieurs, n'ont pas encore été présentées au remboursement :

- Lit. B. — Nos 3628, 3679.
- Lit. C. — Nos 730, 3114, 4287.
- Lit. D. — Nos 524, 2053, 2174, 3992, 4550, 5992, 7142, 7249, 7704, 7756, 8161, 8214, 8235, 8848, 9476, 9523, 9655.

Luxembourg, le 25 septembre 1902.

*Le Directeur général des finances,*  
M. MONGENAST.

Die Heimzahlung geschieht ohne Abßen zu Händen des Inhabers :

- zu Luxemburg, durch die Internationale Bank, in der gesetzlichen Landeswährung ;
- zu Frankfurt a. M., bei den H. S. von Erlanger und Sohn, in Mark à 80 ;
- zu Brüssel, durch die Banque de Bruxelles, zum Tageskurs der Reichsmark.

Die Zinsen hören auf vom Tage der Fälligkeit ab.

Folgende, bei den früheren Verlosungen gezogene Obligationen sind nicht zur Heimzahlung präsentirt worden :

Luxemburg, den 25. September 1902.

Der General-Director der Finanzen,  
M. Mongenast.

*Atta.* — Administration de l'enregistrement  
et des domaines.

Par arrêté grand-ducal du 26 septembre ct.,  
démission honorable a été accordée, sur sa de-  
mande, à M. Alfred de la Fontaine, surnumé-  
raire de l'administration de l'enregistrement et  
des domaines.

Luxembourg, le 29 septembre 1902.

Le Directeur général des finances,  
M. MONGENAST.

Arrêté du 22 septembre 1902, portant approbation  
des statuts de la caisse de fabrique de la maison  
F. Majerus & Schoeller de Colmar-Berg.

LE MINISTRE D'ÉTAT, PRÉSIDENT  
DU GOUVERNEMENT ;

Vu la loi du 31 juillet 1901, concernant l'as-  
surance obligatoire des ouvriers contre les ma-  
ladies ;

Attendu que la maison F. Majerus & Schoeller  
de Colmar-Berg, qui se trouve dans les condi-  
tions prévues par la loi, a manifesté l'intention  
d'instituer une caisse spéciale de secours en cas  
de maladie ;

Attendu que les statuts de cette caisse, établis  
conformément aux dispositions légales, sont en  
concordance avec les lois et règlements ;

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** Les statuts de la caisse de secours  
en cas de maladie établie par la maison F.  
Majerus & Schoeller de Colmar-Berg sont ap-  
prouvés.

**Art. 2.** Le présent arrêté avec les statuts y  
annexés sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 22 septembre 1902.

Le Ministre d'État, Président  
du Gouvernement,  
EYSCHEN.

Bekanntmachung. — Einregistrungs- und  
Domänen-Verwaltung.

Durch Großh. Beschluß vom 26. September ct.  
ist Hrn. Alfred de la Fontaine, Supernumerar  
der Einregistrungs- und Domänen-Verwaltung,  
auf sein Ersuchen, ehrenvolle Entlassung bewil-  
ligt worden.

Luxemburg, den 29. September 1902.

Der General-Director der Finanzen,  
M. M o n g e n a s t.

Beschluß vom 22 September 1902, die Geneh-  
migung der Statuten der Krankenkasse der  
Firma F. Majerus & Schoeller zu Colmar-  
Berg betreffend

Der Staatsminister, Präsident  
der Regierung ;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 31. Juli 1901,  
die Arbeiter-Krankenversicherung betreffend ;

In Erwägung, daß die Firma F. Majerus &  
Schoeller zu Colmar-Berg, welche die gesetzlichen  
Voraussetzungen hierzu erfüllt, erklärt hat, für ihre  
Arbeiter eine besondere Krankenkasse errichten zu  
wollen ;

In Erwägung, daß das Statut dieser Kasse,  
welches den gesetzlichen Bestimmungen gemäß auf-  
gestellt ist, den diesbezüglichen Gesetzen und Ver-  
ordnungen entspricht ;

Beschließt :

**Art. 1.** Das Statut der Krankenkasse der  
Firma F. Majerus & Schoeller zu Colmar-Berg  
wird hiermit genehmigt.

**Art. 2.** Gegenwärtiger Beschluß nebst dem  
dazu gehörigen Kassenstatut soll im „*Mémorial*“  
veröffentlicht werden.

Luxemburg, den 22. September 1902.

Der Staatsminister, Präsident  
der Regierung,  
E y s c h e n.

**Statuten der Krankenkasse der Eisenhütte Colmar-Berg.**

*Name und Sitz der Kasse.*

**Art. 1.** Die Firma Fr. Majerus & Schœeller zu Colmar-Berg errichtet auf Grund des Art. 44 des Gesetzes vom 31. Juli 1901 eine Krankenkasse, welche den Namen: »Krankenkasse der Eisenhütte Colmar-Berg« führt und ihren Sitz zu Colmar-Berg hat.

Die bisherige Krankenkasse der Eisenhütte Colmar-Berg, welche unterm 15. September 1864 gegründet worden, hört demnach mit dem 1. Dezember 1902 auf zu bestehen.

*Versicherungspflicht.*

**Art. 2.** Alle in der Fabrik der Firma F. Majerus & Schœeller gegen Gehalt oder Lohn beschäftigten Personen gehören mit dem Tage des Eintritts in die Beschäftigung der Kasse als versicherungspflichtige Mitglieder an, sofern die Beschäftigung nicht durch die Natur ihres Gegenstandes nur vorübergehend oder im Voraus durch den Arbeitsvertrag auf einen Zeitraum von weniger als einer Woche beschränkt ist.

Befreit von dieser Versicherungspflicht sind:

a) Betriebsbeamte, deren Arbeitsverdienst oder Lohn 10 Franken für den Arbeitstag oder 3000 Franken für das Jahr übersteigt;

b) Diejenigen Personen, welche den Nachweis erbringen, dass sie Mitglieder einer von der Regierung zugelassenen auf Gegenseitigkeit beruhenden Hilfskasse sind. (Art. 3 a des Gesetzes.)

Als Gehalt oder Lohn gelten auch Tantiemen oder Naturalbezüge.

Auf ihren Antrag sind diejenigen Personen vom Versicherungszwang zu entbinden, welchen für den Fall der Erkrankung ein Rechtsanspruch während wenigstens dreizehn Wochen entweder auf fortgesetzte Lohn- oder Gehaltsauszahlung oder auf eine den Bestimmungen des Art. 14 des Krankenversicherungsgesetzes entsprechende oder gleichwertige Unterstützung zusteht.

Die versicherungspflichtigen Mitglieder erhalten spätestens am ersten Lohnungstage nach ihrem Eintritt ein Exemplar dieses Statuts. Sie müssen Mitglieder der Kasse bleiben, so lange ihre Beschäftigung in der Fabrik dauert, können aber mit dem Schluss des Rechnungsjahres austreten, wenn sie den Austritt spätestens drei Monate vorher bei dem Kassenvorstande beantragen und vor dem Schluss des Rechnungsjahres nachweisen, dass sie Mitglieder einer den Anforderungen des Art. 3 a des Krankenversicherungsgesetzes genügenden Hilfskasse geworden sind.

*Freiwillige Mitgliedschaft.*

**Art. 3. 1.** Alle nicht versicherungspflichtige Personen,

welche in der Fabrik beschäftigt sind, können der Kasse durch schriftliche oder mündliche Anmeldung bei dem Kassenvorstande beitreten; sie erhalten aber keinen Anspruch auf Unterstützung im Falle einer bereits zur Zeit dieser Anmeldung eingetretenen Erkrankung.

Der Kassenvorstand kann den Gesundheitszustand solcher freiwilligen Mitglieder ärztlich untersuchen lassen. Ergiebt die Untersuchung zwar keine bereits eingetretene Erkrankung, aber einen nicht normalen Gesundheitszustand, so wird der Anspruch auf Krankenunterstützung erst nach Ablauf von sechs Wochen, vom Tage der Aufnahme ab erworben.

Freiwillig beitretende Personen erhalten vom Kassenvorstande spätestens am ersten Lohnungstage nach bewirkter Anmeldung eine Bescheinigung über dieselbe, mit einem Exemplar dieses Statuts.

2. Kassenmitglieder, welche aus der Beschäftigung in der Fabrik ausscheiden und nicht zu einer Beschäftigung übergehen, vermöge welcher sie Mitglieder einer andern Betriebs- (Fabrik-) oder einer Bezirkskrankenkasse werden, bleiben so lange freiwillige Mitglieder, als sie im Kreis der Kasse sich aufhalten und die vollen Kassenbeiträge einschliesslich des Zuschusses der Arbeitgeber entrichten, es sei denn, dass sie binnen einer Woche bei dem Vorstande anderweitige Absichten bekunden.

Die nach dem Ausscheiden aus der Fabrik bei der Kasse verbliebenen Personen können weder Stimmrecht ausüben, noch Kassenämter bekleiden.

Die Mitgliedschaft für nicht versicherungspflichtige Personen erlischt:

a) durch mündliche oder schriftliche Austrittserklärung an den Kassenvorstand;

b) wenn an zwei aufeinanderfolgenden Zahlungsterminen nicht die vollen Beiträge geleistet werden.

*Ausschluss aus der Krankenkasse.*

**Art. 4.** Freiwillige Kassenmitglieder, welche wiederholt der Kasse durch betrügerische Handlungen geschadet haben, können vom Vorstande aus der Kasse ausgeschlossen werden.

*Krankenunterstützung für die in der Fabrik beschäftigten Mitglieder.*

**Art. 5.** Als Krankenunterstützung gewährt die Kasse den im Dienste der Eisenhütte Colmar-Berg beschäftigten Mitgliedern:

I. Vom Beginn der Krankheit ab freie ärztliche Behandlung, freie Arznei, sowie Brillen, Bruchbänder und ähnliche Heilmittel.



Zu diesem Zweck hat der Kassenvorstand mit den Aerzten, Apothekern und, wenn thunlich, mit Krankenhäusern, nach Anhören des Medizinalkollegiums, schriftliche Verträge abzuschliessen und zwar in doppelter Ausfertigung und höchstens für die Dauer von drei Jahren.

Im Falle der Erwerbsunfähigkeit vom dritten Tage nach dem Tage der Erkrankung ab für jeden Arbeitstag, ein Krankengeld in Höhe der Hälfte des wirklichen Arbeitsverdienstes des Versicherten, soweit derselbe fünf Franken für den Arbeitstag nicht übersteigt. Für Mitglieder, deren Lohnung nach Akkordsätzen oder in wechselnder Höhe erfolgt, wird der Durchschnittsverdienst der drei letzten, der Erkrankung vorausgegangenen Lohnzahlungsperioden, oder, wenn das Mitglied nicht während dieser ganzen Zeit im Betriebe beschäftigt war, der Durchschnittsverdienst eines in gleichartiger Beschäftigung stehenden Mitgliedes zu Grunde gelegt. Die Feststellung erfolgt auf Grund der Lohnliste durch den Kassenvorstand.

Das Krankengeld wird bei jeder regelmässigen Lohnung gezahlt, doch können auch Abschlagszahlungen, sowie Kredite auf Krankenlohn bewilligt werden.

Die Krankenunterstützung wird für die Dauer der Krankheit gewährt; sie endet spätestens mit dem Ablauf der dreizehnten Woche nach Beginn der Krankheit, im Falle der Erwerbsunfähigkeit (Absatz 1, Ziffer 3) spätestens mit Ablauf der dreizehnten Woche nach Beginn des Krankengeldbezuges. Endet der Bezug des Krankengeldes erst nach Ablauf der dreizehnten Woche nach dem Beginn der Krankheit, so endet mit dem Bezuge des Krankengeldes auch zugleich der Anspruch auf die im Absatz 1 bezeichneten Leistungen.

Unter die Bezeichnung von « Krankheiten » fallen auch die Verwundungen. Als Tag des Beginnes der Krankheit gilt der Tag der Anmeldung derselben, es sei denn, dass ihr früherer Ursprung unwiderleglich nachgewiesen werde.

Mitglieder, welche überführt werden, dass sie durch Selbstkrankheit die Krankenkasse hintergangen, können durch den Vorstand gezwungen werden, die in diesem Falle bezogenen Krankengelder vollständig zu erstatten, abgesehen von der Verhängung aller anderen Strafen, die dem Betrage am Kassenvermögen gegenüber durch das Gesetz vorgesehen sind.

**Art. 6.** Der Krankenkassen-Vorstand ist befugt, im Falle er es für nothwendig erachtet, einen Krankenüberwachungsdienst zu organisieren, dessen Vorschriften die Ärzte, die Kranken Kassenmitglieder sowie die mit deren Überwachung betrauten Kassenmitglieder gewissenhaft zu befolgen haben. Müssen letztere zur Erfüllung ihrer Aufgabe nach einem, von ihrer Wohnung entlegenen

Orte sich begeben, wo erkrankte Mitglieder sich befinden, so hat der Kassenvorstand die daraus entstehenden Reiseunkosten für Rechnung der Kasse ihnen zu erstatten

*Krankenunterstützung für nicht im Betriebe beschäftigte Mitglieder.*

**Art. 7.** Mitglieder, welche nach ihrem Ausscheiden aus der Fabrik bei der Kasse verbleiben (Art. 3 Nr. 2), erhalten als Krankenunterstützung, so lange sie sich im Bezirke der Krankenkasse aufhalten, die Unterstützung nach Art. 5 nach dem Durchschnittsverdienste der letzten drei Lohnzahlungsperioden vor dem Ausscheiden aus der Fabrik.

*Verpflegung im Krankenhause.*

**Art. 8.** Der Vorstand kann an Stelle der Krankenunterstützung der Art. 5 und 7 freie Kur und Verpflegung im Krankenhause gewahren, und zwar:

1) für diejenigen Mitglieder, welche verheirathet sind oder eine eigene Haushaltung haben oder Mitglieder der Haushaltung ihrer Familie sind, mit ihrer Zustimmung oder unabhängig von derselben, wenn die Art der Krankheit Anforderungen an die Behandlung oder Verpflegung stellt, welchen in der Familie des Erkrankten nicht genügt werden kann, oder wenn die Krankheit eine ansteckende ist oder wenn der Erkrankte wiederholt den in Art. 17 Nr. 2 d. G. erwähnten Vorschriften zuwidergehandelt hat, oder wenn dessen Zustand oder Verhalten eine fortgesetzte Beobachtung erfordert, worüber der behandelnde Arzt entscheidet;

2) für sonstige Erkrankte unbedingt.

Hat der in einem Krankenhause Untergebrachte Angehörige, deren Unterhalt er bisher ganz oder theilweise aus seinem Arbeitsverdienste bestritten hat, so ist neben der freien Kur und Verpflegung die Hälfte des in den Art. 5 und 7 als Krankengeld festgesetzten Betrages zu gewahren.

*Unterstützung erkrankter Familienangehöriger.*

**Art. 9.** Die nicht selbst dem Versicherungszwange unterliegenden Familienangehörigen der Kassenmitglieder erhalten im Erkrankungsfalle freie ärztliche Behandlung. Arznei und sonstige Heilmittel werden nur bis zur Hälfte bewilligt.

Als Familienangehörige der Kassenmitglieder sind die in demselben Hause mit dem Versicherten wohnenden und mit ihrem Unterhalte ganz oder grosstentheils auf dieselben angewiesenen Ehegatten, Eltern und noch nicht erwerbsfähigen Kinder derselben anzusehen.

*Allgemeine Pflichten der Mitglieder bei Krankheitsfällen.*

**Art. 10.** Der Arzt darf nicht, ausser dringenden Fällen, direkt von den einzelnen Mitgliedern zu Kranken

gerufen werden; jede Erkrankung muss alsbald dem Vorsitzenden des Vorstandes oder der von ihm bezeichneten Person angemeldet werden.

Ueber diese Anmeldung wird eine Bescheinigung ausgestellt, welche als Legitimationsschein bei dem behandelnden Arzte dient.

Auf diesem Schein wird vermerkt:

A. durch den behandelnden Arzt:

1° Art, Beginn und wahrscheinliche Dauer der Krankheit,  
2° ob der Kranke im Spital verpflegt wird, oder in seiner Wohnung,

3° Tag des Aufhörens und des Wiederbeginns der Arbeitsfähigkeit.

B. durch den Vorgesetzten:

1° Aus- und Wiedereintritt in die Arbeit,

2° Lohnsatz,

3° ob an Sonn- und Feiertagen von dem Mitgliede gearbeitet wurde oder nicht.

Ueber diese Scheine ist vom Aussteller, sowie von dem behandelnden Arzte ein Register mit Angabe der betreffenden Bemerkungen zu führen.

Behufs Erlangung des Krankengeldes meldet sich das Mitglied mit obigen Scheine bei dem Rechnungsführer, welcher auf demselben den zu beanspruchenden Krankengeld berechnet und dann zur Auszahlung bringt, worauf das Mitglied auf demselben Scheine quittirt. Arbeitete das Mitglied an Sonn- und Feiertagen nicht, so werden diese Tage von denjenigen der Erwerbsunfähigkeit abgezogen.

Erkrankte und in Folge von Krankheit erwerbsunfähige Kassenmitglieder müssen die Vorschriften des sie behandelnden Arztes gewissenhaft befolgen und dürfen insbesondere ihre Wohnung nur mit Bewilligung des behandelnden Arztes verlassen, alkoholische Getränke nur auf Verordnung des Arztes geniessen, kein öffentliches Lokal besuchen, keine auf Erwerb gerichtete oder sonst ihre Genesung hindernde Handlung vornehmen, die Arbeit nicht aufnehmen bevor der behandelnde Arzt sie für genesen erklärt hat.

Bei Zuwiderhandlung gegen vorstehende Vorschriften, insoweit als dieselben durch Art. 17 Nr. 1 und 2 des Gesetzes vom 31 Juli 1901 vorgesehen sind, werden die Krankengelder nicht ausbezahlt.

*Besondere Pflichten der aus der Fabrik ausgeschiedenen Mitglieder in Krankheitsfällen.*

**Art. 11.** An Kassenmitglieder der im Art. 3 (§ 2) bezeichneten Art erfolgt die Auszahlung des Krankengeldes gegen kostenlose Einlieferung an den Kassenvorstand eines von einem zugelassenen Arzte ausgestellten Krankenscheines, in welchem die Zahl der Tage, während welcher der Erkrankte erwerbsunfähig war und erstmalig auch der Tag der Erkrankung angegeben sein muss.

Dem erstmaligen Krankenscheine ist eine Bescheinigung der Gemeindebehörde des Aufenthaltsortes darüber beizu-

fügen, dass der Erkrankte nicht vermöge seiner derzeitigen Beschäftigung gesetzlich einer andern Krankenkasse zugehört, oder dass er nicht thatsächlich einer andern Kasse beigetreten ist.

Das Krankengeld ist bei der Kasse persönlich oder durch einen Bevollmächtigten zu erheben, sofern das Mitglied nicht bei Einsendung des Krankenscheines die Uebersendung durch Postanweisung auf seine Kosten beantragt.

Der Kassenvorstand ist befugt, für alle aus der Fabrik ausgeschiedenen Mitglieder besondere Ueberwachungs-vorschriften zu erlassen und kann derselbe für Nichtbeachtung dieser Vorschriften Geldstrafen bis zu 20 Fr. verlangen und die Auszahlung des Krankengeldes bis zur Feststellung des Anspruchs auf Zuwendung verweigern.

*Kürzung der Krankenunterstützung wegen  
Doppelversicherung.*

**Art. 12.** Mitglieder, welche ausser bei der Fabrik-kasse noch anderweitig gegen Krankheit versichert sind, haben hiervon unverzüglich dem Kassenvorstande Anzeige zu erstatten und demselben auf alle hierauf bezüglichen Fragen gewissenhaft zu antworten. Thun sie dies nicht, so ist der Vorstand berechtigt, für jeden einzelnen Fall, die betreffenden bis zum Betrag von 20 Franken zu bestrafen.

Einem Mitgliede, welches gleichzeitig anderweitig gegen Krankheit versichert ist, wird das durch Art. 5 und 7 festgesetzte Krankengeld so weit gekürzt, als dasselbe zusammen mit dem aus anderweiter Versicherung bezogenen Krankengelde den vollen Betrag des durchschnittlichen Arbeitsverdienstes derjenigen Arbeiterkategorie, welcher das Mitglied angehört, übersteigen würde.

Die Kassenmitglieder dürfen nicht zugleich bei einer andern Fabrikkrankenkasse oder einer Bezirkskrankenkasse zugehören.

*Nichtgewährung und zeitweilige Aufhebung der  
Krankenunterstützungen.*

**Art. 13.** Mitgliedern, welche sich eine Krankheitssatzlich oder durch schuldhaftige Beteiligung bei Schuldge-reisen oder Raufhandeln, durch Trunkenheit oder geschlechtliche Ausschweifungen zugezogen haben, kann die in Art. 5 und 7 vorgesehene Krankenunterstützung vom Kassenvorstande ganz oder theilweise vorenthalten werden.

Einem Kassenmitglied, welches bei statistischem Krankengeld Unterstutzungen ununterbrochen oder im Laufe eines Kalenderjahres für 13 Wochen bezogen hat, wird im Falle einer neuen Erkrankung nur mehr der gesetzliche Mindestbetrag der Krankenunterstützung gewährt. Dasselbe Mitglied kann erst nach Ablauf einer Zeitperiode von wenigstens dreizehn Wochen vom Tage der letzten Un-

Unterstützungszuwendung ab bis zum Eintritt der neuen Erkrankung die vollen statistischen Unterstützungsbeiträge wieder beziehen.

*Sterbegeld.*

**Art. 14.** Für den Todesfall eines Mitgliedes gewährt die Kasse ein Sterbegeld im zwanzigfachen Betrage des für den Versicherten massgebenden durchschnittlichen Tagelohnes, ohne dass jedoch dieser Betrag 80 Franken übersteigen oder unter 40 Franken herabgehen kann.

Bei Selbstmord ist das Sterbegeld nicht geschuldet.

Beim Tode der Ehefrau oder eines noch nicht vierzehnjährigen Kindes eines Mitgliedes wird, falls diese Personen nicht selbst dem Versicherungszwange unterliegen, ein Sterbegeld, und zwar für die ersteren im Betrage von zwei Dritteln, für das letztere im halben Betrage des für das Mitglied festgestellten Sterbegeldes gewährt.

Das Sterbegeld wird beim Tode des Versicherten an dessen Witwe oder sonstige nahe Verwandte, welche sein Begräbniss besorgt haben, beim Tode der Ehefrau oder des Kindes an den Versicherten ausbezahlt und zwar binnen vierundzwanzig Stunden nach Eingang an den Präsidenten des Kassenvorstandes einer diesbezüglichen Anmeldung nebst einem Auszug aus dem Civilstandregister.

*Unterstützung bei Erwerbslosigkeit nach dem Ausscheiden aus der Fabrik.*

**Art. 15.** Personen, welche nach dem Ausscheiden aus der Mitgliedschaft der Fabrikkrankenkasse erwerbslos werden, behalten während der Dauer ihrer Erwerbslosigkeit ihre Ansprüche auf die gesetzlichen Mindestleistungen, jedoch nicht für einen längeren Zeitraum als sie der Kasse angehört haben und höchstens für drei Wochen.

Wenn in solchen Fällen der Unterstützungsberechtigte ausserhalb des Bezirkes der Kasse wohnt, so ist Art. 53 des Gesetzes vom 31. Juli 1901 anwendbar.

*Beiträge.*

**Art. 16.** Die Beiträge zur Krankenkasse werden festgesetzt auf 3 Prozent des gemäss Art. 5 Nr. 2 festgesetzten wirklichen Arbeitsverdienstes, soweit derselbe 5 Fr. für den Arbeitstag nicht übersteigt.

Die Beiträge sind an jedem Lohnungstage für die abgelaufene Lohnungsperiode für die in der Fabrik beschäftigten versicherungspflichtigen Mitglieder von dem Arbeitgeber zur Kasse abzuführen. Die übrigen Mitglieder haben dieselben an den gleichen Tagen kostenfrei bei dem Kassenvorstand einzuzahlen.

Für die Dauer der Erwerbsunfähigkeit werden Beiträge nicht entrichtet.

Bei Bestattung der zu leistenden Beiträge wird für

jede Woche eine Lohnungsperiode mit sechs Arbeitstagen gewöhnlicher Zeitdauer, eventuelle Feiertage mit embe-griffen, verrechnet.

Arbeitstage, an denen die Fabrik ruhte, sind nicht in Anrechnung zu bringen, während Wochentage, an welchen einzelne Mitglieder wegen Blaumachen, Urlaub oder beliebig anderer Ursachen der Berufsarbeit in der Fabrik fernbleiben, unbedingt mitverrechnet werden.

**Art. 17.** Der Arbeitgeber ist befugt, an jedem Lohnungstage seinen versicherungspflichtigen Arbeitern zwei Drittel des Betrages der für sie entrichteten Beiträge, soweit ihr Antheil auf die Lohnungsperiode entfällt, vom Lohne abzubehalten.

Streitigkeiten zwischen dem Arbeitgeber und den von ihm beschäftigten Personen über die Berechnung und die Anrechnung der Beiträge der letzteren werden von der Aufsichtsbehörde entschieden. (Art. 42 d. G.)

*Sonstige Einnahmen der Kasse.*

**Art. 18.** Ausser den etwaigen freiwilligen Zuwendungen und den kraft gesetzlicher Bestimmung ihr zufallenden Strafgeldern, fliessen in die Kasse die vom Vorstand auf Grund des Statuts verhängten Straf-gelder, sowie diejenigen, welche durch die für die Fabrik erlassene Arbeitsordnung vorgesehen sind, mit Ausnahme derjenigen Geldstrafen, die zur Deckung des der Fabrik zugefügten Schadens erfolglos sind.

*Besondere Rechte der Kasse.*

**Art. 19.** Die Fabrik-Krankenkasse ist eine Anstalt öffentlichen Nutzens und geniesst die durch Art. 13 des Gesetzes zugestandenen Rechte.

Für alle von der Kasse eingegangenen Verbindlichkeiten haftet den Gläubigern nur das Gemeinvermögen derselben.

Die den Unterstützungsberechtigten gegen die Kasse zustehenden Forderungen können mit rechtlicher Wirkung weder gepfändet, noch übertragen, noch verpfändet, noch anderweit als auf rückständige Beiträge aufgerechnet werden.

*Kassenführung und Rechnungslage.*

**Art. 20.** Der Arbeitgeber bestellt unter seiner Verantwortlichkeit und auf seine Kosten einen Buchhalter, welcher die gesammte Rechnungs- und Kassenführung wahrzunehmen hat.

Die Einnahmen und Ausgaben der Kasse sind von allen den Zwecken der Kasse fremden Vereinnahmungen und Vorausgaben getrennt festzustellen; ihre Bestände sind gesondert zu verwahren.

Der Rechnungsführer hat ein Kassenbuch zu führen, in das alle Einnahmen und Ausgaben der Kasse einzutragen



sind. Dasselbe muss stets auf dem Laufenden gehalten sein, so dass zu jeder Zeit der Kassenbestand festgestellt werden kann.

Der Buchführer stellt ferner den jährlichen Rechnungsabschluss und die vorgeschriebenen Uebersichten über die Mitglieder, über Krankheits- und Sterbefälle, über die vereinnahmten Beiträge und die geleisteten Unterstützungen auf, welche sämtlich vom Vorstand geprüft und festgestellt und dann der Aufsichtsbehörde eingereicht werden.

Der Vorstand hat die vom Kassenführer aufgestellte Jahresrechnung festzustellen, mit allen Belägen dem Revisionsausschuss (Art. 32 Nr. 1) zur Prüfung vorzulegen und spätestens bis zum 1. April des nächsten Jahres die Abnahme der Jahresrechnung bei der Generalversammlung zu beantragen.

**Art. 21.** Jeden Erkrankungsfall, welcher durch einen nach dem Unfallversicherungsgesetze zu entschädigenden Unfall herbeigeführt ist, hat der Kassenführer, sofern mit dem Ablauf der vierten Woche der Krankheit die Erwerbsfähigkeit des Erkrankten noch nicht wieder hergestellt ist, binnen einer Woche nach diesem Zeitpunkt dem Vorstände der Unfall-Versicherungsgenossenschaft anzuzeigen.

*Anlage der Kassengelder.*

**Art. 22.** In der Kasse muss zur Deckung der laufenden Ausgaben stets ein entsprechender Barbestand vorhanden sein, welcher jedoch der Regel nach den Betrag einer Monatsausgabe nicht übersteigen darf. Die hierüber hinausgehenden Bestände müssen auf den Namen der Kasse nach Vorschrift des Art. 36 des Kranken-Versicherungsgesetzes angelegt werden.

Reichen die Bestände nicht aus, um die laufenden Ausgaben der Kasse zu decken, so sind vom Arbeitgeber die erforderlichen Vorschüsse zu leisten, welche ihm aus etwaigen späteren Ueberschüssen erstattet werden.

Werthpapiere der Kasse, welche nicht lediglich zur vorübergehenden Anlegung zeitweilig verfügbarer Betriebsgelder für die Kasse erworben werden, sind bei dem Generaleinnehmer (Art. 36 des Kranken-Versicherungsgesetzes) niederzulegen. Die Niederlegungsscheine darüber sind mit den Kassenbeständen zu verwahren.

*Reservefonds.*

**Art. 23.** Die Kasse hat einen Reservefonds im Mindestbetrage der durchschnittlichen Jahresausgabe der drei letzten Jahre anzusammeln und erforderlichenfalls bis zu dieser Höhe zu ergänzen. So lange der Reservefonds diesen Betrag nicht erreicht, ist demselben mindestens ein Zehntel des Jahresbeitrages zuzuführen.

Der Reservefonds der bisherigen und nunmehr aufgelösten Krankenkasse wird mit Einverständnis der Generalversammlung der beteiligten Mitglieder als Reservefonds der gegenwärtigen Fabrik-Krankenkasse angesetzt werden.

*Erhöhung der Beiträge und Ermässigung der Kassenleistungen.*

**Art. 24.** Ergiebt sich aus den Jahresabschlüssen, dass die Einnahmen der Kasse zur Deckung ihrer Ausgaben, einschliesslich der Rücklagen, zur Ansammlung und Ergänzung des Reservefonds nicht ausreichen, so müssen die Kassenleistungen bis auf den Mindestbetrag des Art. 14 des Gesetzes gemindert und die Beiträge zu Lasten der Versicherten bis auf 3 pCt. des wirklichen Tagelohnes erhöht werden. (Art. 47 des Gesetzes.)

Werden die Ausgaben auch dann noch durch die gewöhnlichen Einnahmen nicht gedeckt, so haben die Arbeitgeber die zur Deckung derselben erforderlichen Zuschüsse aus eigenen Mitteln zu leisten, für welche Zuschüsse sie auch später bei besserem Stand der Kasse keine Rückerstattung fordern können.

*Ermässigung der Beiträge und Erhöhung der Kassenleistungen.*

**Art. 25.** Ergiebt sich aus den Jahresabschlüssen, dass die Jahreseinnahmen die Jahresausgaben übersteigen, so ist, falls der Reservefonds das Doppelte der jährlichen Durchschnittsausgabe erreicht hat, entweder eine Ermässigung der Beiträge oder eine Erhöhung der Kassenleistungen herbeizuführen.

*Allgemeine Bestimmungen über Beiträge und Kassenleistungen.*

**Art. 26.** Die Mitglieder sind der Kasse gegenüber lediglich zu den durch dieses Statut festgestellten Beiträgen verpflichtet. Andere Beiträge dürfen von ihnen nicht erhoben werden.

Zu anderen Zwecken als den statutenmässigen Unterstützungen, der statutenmässigen Ansammlung und Ergänzung des Reservefonds und der Deckung der Verwaltungskosten dürfen Beiträge von den Versicherten nicht erhoben werden und Verwendungen aus dem Vermögen der Kasse nicht erfolgen.

*Organe der Kasse.*

**Art. 27.** Organe der Kasse sind der Kassenvorstand und die Generalversammlung.

*Zusammensetzung des Kassenvorstandes.*

**Art. 28.** Der Kassen-Vorstand besteht:

a) aus dem Betriebsunternehmer oder dessen Vertreter, als Vorsitzenden, und dem Kassenführer, welcher zugleich

Vizepräsident ist; letzterer wird vom Unternehmer auf die Dauer von zwei Jahren genannt;

b) aus fünf, von der Generalversammlung ohne Mitwirkung der Vertreter des Unternehmers aus der Mitte der stimmberechtigten Kassenmitglieder auf die Dauer von zwei Jahren gewählten Beisitzern.

Sobald die für Rechnung der Mitglieder zu zahlenden Beiträge fünf Siebentel der Gesamtbeiträge übersteigen, ist bei der nächsten Wahl ein sechster Beisitzer und, sobald sie sechs Achtel übersteigen, ein siebenter Beisitzer zu wählen.

Die Wahl der Beisitzer kann durch Akklamation erfolgen, wenn im Schosse der Generalversammlung kein Einwand erhoben wird. Andernfalls ist sie geheim und erfolgt durch verdeckte Stimmzettel in der Weise, dass jeder Wählende so viele Namen aufschreibt, als Vorstandsmitglieder zu wählen sind. Gewählt sind diejenigen, welche die meisten Stimmen erhalten. Stimmen, welche auf nicht Wählbare fallen oder die Gewählten nicht deutlich bezeichnen, werden nicht mitgezählt. Bei Stimmgleichheit entscheidet das vom Vorsitzenden zu ziehende Loos.

Die Wahl wird vom Präsidenten des Vorstandes oder von einem zu diesem Zwecke bestellten Vertreter geleitet. Nur die erste Wahl nach Errichtung der Kasse, sowie spätere Wahlen, bei welchen ein Vorstand nicht vorhanden ist, werden von einem Beauftragten der Aufsichtsbehörde geleitet.

Jedes Jahr scheiden abwechselnd drei und resp. zwei Beisitzer aus. Die drei Beisitzer, welche am Ende des ersten Kalenderjahres ausscheiden, werden durch das Loos bestimmt. Die Neuwahl findet im Dezember statt. Die Gewählten treten ihr Amt am 1. Januar des folgenden Jahres an. Bis zum Eintritt derselben haben die Ausscheidenden ihr Amt weiter zu führen.

Scheiden mehr wie zwei Beisitzer vor Ablauf ihrer Amtsdauer aus, so muss alsbald eine Generalversammlung zur Ersatzwahl für alle ausgeschiedenen Beisitzer berufen werden. Die Amtsdauer der Ersatzmänner erlischt mit dem Jahre, mit welchem diejenige der ausgeschiedenen Beisitzer erloschen sein wurde.

Ueber jede Wahlverhandlung ist ein Protokoll aufzunehmen.

Der Vorstand hat über jede Aenderung in seiner Zusammensetzung und über das Ergebniss jeder Wahl der Aufsichtsbehörde binnen einer Woche Anzeige zu erstatten.

Wird die Anzeige nicht erstattet, so kann die Aenderung dritten Personen gegenüber nur dann entgegengesetzt werden, wenn bewiesen wird, dass sie letzteren bekannt war.

*Rechte und Pflichten des Vorstandes.*

**Art. 29.** Der Vorstand vertritt die Kasse gerichtlich

und aussergerichtlich. Diese Vertretung erstreckt sich auf diejenigen Geschäfte und Rechtshandlungen, für welche nach den Gesetzen eine Spezialvollmacht erforderlich ist

Verträge werden namens der Kasse von dem Vorsitzenden des Vorstandes und zwei Beisitzern vollzogen. Bei allen übrigen Rechtsgeschäften und Erklärungen tritt der Vorsitzende den Vorstand nach aussen. Die Legitimation des Vorstandes oder seines Vorsitzenden bei allen Rechtsgeschäften wird durch eine Bescheinigung der Aufsichtsbehörde bewirkt.

Der Vorstand verwaltet alle Angelegenheiten der Kasse, soweit dieselben nicht durch Gesetz oder Statut ausdrücklich der Generalversammlung übertragen sind.

Der Vorsitzende beruft den Vorstand, so oft dies die Lage der Geschäfte erheischt. Er muss den Vorstand binnen zehn Tagen berufen, wenn zwei Beisitzer dies beantragen. Die Berufung erfolgt durch Zirkular. Der Vorstand ist beschlussfähig, wenn der Präsident oder der Vicepräsident und wenigstens drei Beisitzer anwesend sind. Die Beschlüsse werden mit einfacher Stimmenmehrheit gefasst; bei Stimmgleichheit entscheidet der Vorsitzende. Die Beschlüsse sind in einem besondern Buche zu protokollieren.

Die Vorstandsmitglieder versehen ihr Amt unentgeltlich. Sie haften der Kasse für pflichtgetreue Verwaltung gemäss Art. 38 des Krankenversicherungsgesetzes,

*Zusammensetzung der Generalversammlung.*

**Art. 30.** Die Generalversammlung besteht:

1. aus sämtlichen Kassenmitgliedern, welche grossjährig und im Besitze der bürgerlichen Ehrenrechte sind, mit Ausnahme derjenigen, welche der Kasse auf Grund des Art. 3, Nr. 2 angehören, sowie aus zwei Vertretern des Arbeitgebers. (Vgl. Art. 28 des Statuts, § 3.)

Jedes Kassenmitglied führt eine Stimme. Die Vertreter des Arbeitgebers führen eine Stimme für je zwei in der Fabrik beschäftigte versicherungspflichtige und stimmberechtigte Mitglieder der Generalversammlung.

*Geschäftsordnung der Generalversammlung.*

**Art. 31.** Die Generalversammlung wird vom Vorstande unter Angabe der Verhandlungsgegenstände durch einen mindestens drei Tage vorher zu bewirkenden Anschlag in den Fabrikräumen berufen.

Ordentliche Generalversammlungen finden statt:

1. im Dezember jeden Jahres zur Vornahme der Wahl des Revisionsausschusses und der theilweisen Neuwahlen für den Vorstand;

2. im April jeden Jahres zur Beschlussfassung über die Abnahme der Jahresrechnung.

Ausserordentliche Generalversammlungen beruft der

Vorstand nach Bedürfnis. Die Berufung der Generalversammlung muss binnen drei Wochen erfolgen, wenn der zehnte Theil ihrer Mitglieder es beantragt.

Jede vorschriftsmässig berufene Generalversammlung ist beschlussfähig.

Die Leitung der Generalversammlung steht dem Vertreter des Arbeitgebers zu.

Beschlüsse der Generalversammlung werden, soweit für einzelne Gegenstände durch dieses Statut nicht etwas anderes bestimmt ist, mit einfacher Stimmenmehrheit der in der Versammlung vertretenen Stimmen gefasst. Bei Stimmgleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden.

**Art. 32.** Ausser den von ihr vorzunehmenden Wahlen zum Vorstände liegt der Generalversammlung ob :

1. Abnahme der Jahresrechnung und die Wahl eines Revisionsausschusses von drei Personen, welche nicht Kassenmitglieder zu sein brauchen, zur Prüfung der Jahresrechnung ;

2. Beschlussnahme über die Verfolgung von Ansprüchen, namentlich auch über Abänderung der Unterstützungen und der Beiträge, soweit sie nicht statutenmässig in Form einer veränderten Festsetzung der durchschnittlichen Tagelöhne eintreten ;

3. Regelung der freien ärztlichen Behandlung und der freien Lieferung von Arzneien nach Anhörung des Medicinalkollegiums ;

4. Beschlussnahme über Abänderung des Statuts, namentlich auch über Abänderung der Unterstützungen und der Beiträge, soweit sie nicht statutenmässig in Form einer veränderten Festsetzung der durchschnittlichen Tagelöhne eintreten ;

5. Beschlussnahme über Anträge des Arbeitgebers auf Auflösung der Kasse.

Bei der Beschlussnahme und bei den Wahlen zu 1 und 2 ruhen die Stimmen der Vertreter des Arbeitgebers. Die Verhandlungen werden in Abwesenheit der Vertreter des

Arbeitgebers von einem von der Generalversammlung aus ihrer Mitte zu wählenden Vorsitzenden geleitet. Im Uebrigen finden auf die Vornahme dieser Wahlen die Bestimmungen im Art. 28 Anwendung.

Die Auflösung der Kasse kann nur mit zwei Drittel der vertretenen Stimmen beschlossen werden.

*Streitigkeiten und Beschwerden.*

**Art. 33.** Alle Beschwerden über Unterstützungszuwendungen sind schriftlich an den Vorstand zu richten, welcher an erster Stelle darüber zu entscheiden hat.

Im Uebrigen wird nach den im Art. 42 des Kranken-Versicherungsgesetzes erlassenen Vorschriften verfahren.

Beschwerden gegen Entscheide der Aufsichtsbehörde über Verhängung von Ordnungsstrafen sowie die Beschwerden auf dem Verwaltungswege sind gemäss Art. 54 des Kranken-Versicherungsgesetzes zu behandeln.

Ist die Kasse gesinnt, von dem ihr zustehenden Rechte, Beschwerde gegen eine Entscheidung der Regierung einzulegen, Gebrauch zu machen (Art. 26 § 3 und Art. 43 § 2 des Kranken-Versicherungsgesetzes), so hat die Generalversammlung hierüber in der gewöhnlichen Form einen Beschluss zu fassen und den Vorstand oder einen oder mehrere Mitglieder desselben mit diesem Auftrag zu betrauen.

*Beaufsichtigung der Kasse und Inkraftsetzung.*

**Art. 34.** Die Aufsicht über die Kasse wird unter Oberaufsicht der Regierung von dem hierzu delegierten Gewerbeinspektor wahrgenommen.

Gegenwärtiges Statut ist von der Firma Fr. Majerus & Schoeller zu Colmar-Berg, nach Anhörung der in ihrer Fabrik zu Colmar-Berg beschäftigten Personenauf gestellt worden.

Dasselbe tritt mit dem künftigen 1. Dezember 1902 in Kraft.

*Avis. — Enseignement primaire.*

Par arrêté grand-ducal du 27 ct. MM. Ernest *Arendt*, conseiller à la Cour supérieure de justice et conseiller d'Etat, Camille *Velter*, procureur d'Etat près le tribunal d'arrondissement, et Math. *de Waha*, professeur à l'Athénée, tous demeurant à Luxembourg, ont été nommés membres de la Commission d'instruction pour la durée de trois années, à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1902.

Luxembourg, le 29 septembre 1902.

Le Directeur général de l'intérieur,  
H. KIRPACH.

*Bekanntmachung. — Primärunterricht.*

Durch Grossh. Beschluß vom 27. ct. sind die H. Ernst *Arendt*, Obergerichtsrath und Mitglied des Staatsrathes, Camille *Velter* Staatsanwalt am Bezirksgerichte, und Mathias *de Waha*, Professor am Athénäum, alle zu Luxemburg, zu Mitgliedern der Unterrichtskommission für die Dauer von drei Jahren, vom 1. Oktober k. ab, ernannt worden.

Luxemburg, den 29. September 1902.

Der General-Director des Innern,  
H. Kirpach.

*Avis. — Enseignement primaire.*

Par arrêté en date de ce jour, MM. Ernest *Arendt*, conseiller à la Cour supérieure de justice et conseiller d'Etat, et Mathias *de Waha*, professeur à l'Athénée à Luxembourg, ont été désignés pour remplir, pendant trois années, à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1902, le premier les fonctions de vice-président, et le second celles de secrétaire de la Commission d'instruction.

Luxembourg, le 29 septembre 1902.

*Le Directeur général de l'intérieur,*  
**H. KIRPACH.**

*Avis. — Règlement communal.*

Dans sa séance du 10 septembre et., le conseil communal de Grosbous a édicté un règlement de police concernant l'usage de la conduite d'eau de Grosbous. — Ce règlement a été dûment publié.

Luxembourg, le 29 septembre 1902.

*Le Directeur général de l'intérieur,*  
**H. KIRPACH.**

*Bekanntmachung. — Primärunterricht.*

Durch Beschluß vom heutigen Tage sind die HH Ernst *Arendt*, Obergerichtsrath und Mitglied des Staatsrathes, und Math. de *Waha*, Professor am Athenäum zu Luxemburg, zum Vice Präsidenten resp. Secretär der Unterrichtskommission für die Dauer von drei Jahren, vom 1. Oktober t. ab, ernannt worden.

Luxemburg, den 29. September 1902.

*Der General-Director des Innern,*  
**H. Kirpach.**

*Bekanntmachung. — Gemeindeglement.*

In seiner Sitzung vom 10. September et. hat der Gemeinderath von Grosbous ein Polizeireglement erlassen, betreffend den Gebrauch der Wasserleitung von Grosbous. Dieses Reglement ist vorschriftsmäßig veröffentlicht worden.

Luxemburg, den 29. September 1902.

*Der General-Director des Innern,*  
**H. Kirpach.**

*Assurances. — Relevé des personnes qui ont été agréées comme agents d'assurances pendant le mois de septembre 1902.*

N <sup>os</sup>	Noms et domicile des agents.	Qualités.	Compagnie d'assurances.	Date de l'agrégation.
1	<i>Ollinger</i> , Chr., coiffeur à Echternach.	Agent.	Preussische National Feuer-Versicherungs-Gesellschaft, a Stettin.	9 septembre.
2	<i>Huby</i> , Eugène, fabricant de chapeaux de paille à Echternach.	id.	1) Gladbacher Feuer-Versicherungs-Gesellschaft à M. Gladbach (incendie et bris de glaces). 2) « Zürich » (accidents).	9 id.
3	<i>Hardt</i> , Joseph, négociant à Hesperange.	id.	1) Gladbacher Feuer - Versicherungs-Gesellschaft à M. Gladbach (incendie et bris de glaces). 2) « Zurich » (accidents). 3) Magdeburger Hagel Versicherungs-Gesellschaft.	9 id.
4	<i>Rech</i> , J.-P., comptable à Mersch.	id.	Mêmes compagnies.	9 id.
5	<i>Kremer</i> , Edmond, boulanger à Remerschen.	id.	« Victoria » (vie et accidents), à Berlin.	12 id.
6	<i>Krier-Thilges</i> , Jacques, aubergiste à Troisvierges.	id.	Magdeburger Feuer-Versicherungs-Gesellschaft.	17 id.

Luxembourg le 30 septembre 1902.